Extrait du Communistes de Vénissieux

http://pcf.venissieux.org

ÇA RÉSISTE À LA VALLO

- Vie politique - Luttes et résistances -



Date de mise en ligne : vendredi 27 février 2009

Communistes de Vénissieux

Collomb mène la chasse aux milieux populaires

A flanc de colline, dominant Vaise et le 9ème arrondissement, 3 bâtiments se dressent au milieu d'un très grand espace vert : la Vallonnière. Les derniers étages ont une vue magnifique sur l'ouest lyonnais. S'agirait-il de la dernière résidence à la mode ? Tout faux : ces 3 bâtiments font partie des HLM de Lyon. Ils ont été construits avec le "1% logement" entre 1962 et 64 pour les travailleurs de l'ex-Rhône Poulenc et autres usines de ce quartier très populaire, à une époque où le métro et le tunnel n'existaient pas encore. Aucun bourgeois n'aurait voulu habiter ce secteur. Aujourd'hui, l'industrie textile a été fermée et délocalisée et a fait place à des activités tertiaires amenant des couches sociales au vote moins risqué. Les maires qui se sont succédés, Noir, Barre et le "royaliste" Collomb, ont pris la précaution de bien neutraliser le quartier en écartant les milieux populaires. La dernière opération spectaculaire en date est la destruction des HLM de La Duchère, quartier situé sur un autre flanc de la colline et désormais remplacé par des logements dont le prix au m2 est prohibitif pour les petites retraites, les smicards et autres rmistes.

Coup de tonnerre

Fin 2004, avec l'aide de quelques copains, un camarade crée le Comité des locataires de la Vallonnière afin de pouvoir faire face à leur propriétaire, la SACVL, société d'économie mixte créée dans les années cinquante par Herriot. Aujourd'hui, la SACVL, dirigée par les sbires de Collomb et du PS (cinq élus siègent au conseil d'administration), gère un parc de 8000 logements pour la ville de Lyon. Fin 2005, une annonce paraît dans le Progrès de Lyon : 445 logements seront démolis dans le 9ème arrondissement. Or, la Vallonnière représente 445 logements ! La création du comité des locataires est tombée à pic. Ni une ni deux, 73 habitants envahissent le conseil d'arrondissement en signe de protestation. Il faut savoir qu'avec les nouvelles dispositions urbaines, raser signifie l'interdiction de reconstruire des bâtiments de plus de 4 étages : donc sur ce site, adieu aux logements sociaux. La politique de Collomb apparaît clairement comme une politique de ségrégation : chasser les milieux populaires de la cité et changer la sociologie de l'arrondissement.

La résistance s'organise et obtient des résultats

Devant cette résistance inattendue, la SACVL recule. Les négociations dureront quinze mois au cours desquels les habitants vont gagner le maintien de 433 logements et des trois bâtiments. 2 seront rénovés et améliorés et le troisième entièrement reconstruit avec suivi du relogement des habitants et priorité aux retraités, aux immigrés et aux enfants scolarisés. Le comité des locataires va axer toute sa bataille sur la réalité sociale et le vécu des habitants face à des élus de "gauche" déconnectés. Il obtiendra une réduction de 50 centimes au m2 de la hausse prévue des loyers, mais hausse restant importante quand même de 1,3 à 1,8 Euros/m2 en fonction de l'ancienneté de l'appartement, soit de 72 à 100 Euros pour un F3. En compensation, ils vont se bagarrer pour faire baisser les charges qui sont à ce jour encore d'un montant pharaonique de 560 000 Euros au total (dont 200 000 pour le chauffage), soit en moyenne 1260 Euros/an et par logement. Les mesures d'améliorations décidées sont importantes et participeront à la diminution des charges dues au chauffage : isolation extérieure, double vitrage, capteurs solaires liés à des cumulus collectifs, portes blindées, rajouts de balcons, nouveaux ascen-seurs... Le plus difficile pour le comité est d'obtenir que le bâtiment reconstruit conserve un caractère social : en effet la SACVL veut que les loyers de cet immeuble deviennent libres. Ils seraient alors portés à 8,20 Euros le m2, bien trop cher pour des revenus modestes. Qu'à cela ne tienne, le comité obtiendra auprès des élus que 43 logements deviennent conventionnés, c'est-à-dire que le loyer ne puisse dépasser 5,40 Euros le m2. La bataille n'est pas finie : la

Copyright © Communistes de Vénissieux

revendication actuelle est de conférer aux autres logements un statut semi-libre, c'est-à-dire entre 5,4 et 8,2 Euros le m2. Mais que d'efforts face à cette municipalité !

Main basse sur la ville

Dans les années soixante, un film italien "Main basse sur la ville" expliquait comment les représentants de la bourgeoisie offraient sur un plateau la ville de Naples aux spéculateurs immobiliers. C'est ainsi que l'on pourrait qualifier la situation sur Lyon. Toutes les opérations immobilières sont de la même veine, au détriment de l'emploi, des services publics et du logement social. Les lieux visés sont superbement placés à flanc de colline ou alors en bordure de fleuve. Deux hôpitaux, l'Antiquaille et Debrousse, et le marché-gare en font les frais au profit d'hôtels et d'immeubles de grand luxe, une poignée de logements dits sociaux faisant l'alibi. Les habitants de la Vallonnière ont eu raison de mettre en échec cette politique anti-sociale. Ils sont là pour nous rappeler qu'il n'y a pas de fatalité à cette imposture de la "gauche" et à la dictature des profits capitalistes, qu'ils soient immobiliers ou autres : la solution est dans la lutte unie.

Pascal Brula

Copyright © Communistes de Vénissieux